

Thomas Piketty au Soir: «La sortie de la Grèce de la zone euro? Le début de la fin»

Le Soir François Mathieu - 2 juillet 2015

L'économiste français pense que l'Europe devra plier en partie face aux exigences grecques sur la dette du pays. Entretien.

Dans le cadre de sa venue à Bruxelles lors de l'événement « *Les journées de Bruxelles* » à la fin de l'an dernier, l'économiste français Thomas Piketty, placé sur le devant de la scène depuis le succès mondial de son livre « *Le Capital au 21^e siècle* », avait clamé haut et fort à l'assistance la nécessité de « *changer l'Europe et de faire face à la croissance des inégalités en transférant une partie des capitaux privés vers le public pour sauver notre modèle* ». Interpellé par la situation qui secoue l'Union européenne, qu'il juge « *affligeante* », l'homme pense que l'Europe devra plier en partie face aux exigences grecques sur la dette du pays. Quelle que soit l'issue du référendum...

Espérez-vous le « oui » au référendum ? Autrement dit : pensez-vous que le plan proposé par les créanciers offre une solution définitive à la « crise grecque » ?

Le plan proposé par les créanciers est mauvais et récessif. Donc, s'il s'agit de savoir si le plan est bon pour la Grèce, alors la réponse est clairement non. En même temps, compte tenu de la violence de la menace d'expulsion de la zone euro brandie par les Européens, et de la politique d'asphyxie de la Banque Centrale Européenne (BCE), je comprends que beaucoup de Grecs soient tentés par le « oui »... Ma conviction, c'est que ces menaces ne sont pas crédibles : quoi qu'il se passe au niveau du référendum, les pays européens devront se résoudre à se remettre aux négociations et accepter une restructuration de la dette grecque.

Est-ce qu'il n'aurait pas été opportun d'accompagner la proposition de Juncker d'un plan de réduction de la dette ? Et/ou d'un programme d'investissement... ?

En 2012, les dirigeants européens avaient promis d'engager une restructuration de la dette grecque dès lors que le pays se trouverait en situation d'excédent budgétaire primaire. En 2014, ils ont trahi leur promesse vis-à-vis de la Grèce, ce qui a conduit à la chute du gouvernement en décembre et à l'arrivée du parti Syriza au pouvoir en janvier 2015. Depuis 6 mois, les dirigeants européens refusent toujours de mettre cette question sur la table, et maintiennent que la cible d'excédent primaire pour la Grèce sera de 4 % du PIB à partir de 2017-2018 et pour les décennies à venir. Tout le monde sait que ce n'est pas réaliste, mais on refuse véritablement d'en parler. C'est affligeant...

Comment, aujourd'hui, sortir d'une situation qui apparaît pour le moins périlleuse, tant pour les Grecs que pour la zone euro... ?

Pour sortir de la crise, il faut deux choses. Premièrement, il faut convoquer une conférence sur la dette permettant d'engager une restructuration de l'ensemble des dettes de la zone euro. Il ne faut pas oublier que l'Europe s'est construite sur l'oubli des dettes publiques du passé avant d'investir dans l'avenir. L'Allemagne, qui est le

pays qui n'a jamais remboursé ses dettes au cours du 20e siècle, serait bien inspirée de s'en souvenir. Deuxièmement, il faut mettre en place une chambre parlementaire de la zone euro, constituée de représentants des parlements nationaux, en proportion de la population de chaque pays, qui pourra à l'avenir réguler de façon démocratique le choix du niveau de déficit et d'investissement public et superviser l'union bancaire et le mécanisme européen de stabilité. La crise a montré l'opacité et l'inefficacité des institutions européennes actuelles.

À court terme, la zone euro pourrait sans doute faire face à un Grexit. Mais la monnaie unique, n'était plus irrévocable, ne serait-elle pas fragilisée à moyen et long terme ?

Ceux qui pensent que l'expulsion d'un pays permettrait de discipliner et de stabiliser la zone euro sont des apprentis sorciers. En vérité, la sortie d'un pays fragiliserait l'ensemble de la zone. Ce serait sans doute le début de la fin...